#192

ASIA FOCUS

LE RÔLE DES GROUPES NON-ÉTATIQUES DANS LA STRATÉGIE RÉGIONALE DE L'IRAN

Jean-Loup Samaan / Senior Research Fellow,
Middle East Institute, National University of Singapore

Février 2023

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Jean-Loup Samaan est *Senior Research Fellow* au Middle East Institute de la National University of Singapore. Docteur en science politique de l'Université Paris 1 et habilité à diriger des recherches de Sciences Po, il a écrit cinq ouvrages ainsi que plusieurs articles académiques.

Cet article est issu de la contribution de Jean-Loup Samaan à la journée d'étude sur la géopolitique de l'Iran, intitulée « 2022 : l'Iran et ses enjeux », organisée dans le cadre des activités doctorales de l'Institut catholique de Paris (ICP) à l'initiative de Théo Nencini, chercheur doctorant à l'ICP et à l'Université Grenoble Alpes.

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION « ASIA FOCUS »

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.
Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

© IRIS - Tous droits réservés

Le régime iranien hérité de la révolution islamique de 1979 a développé au cours des quatre dernières décennies un système de parrainage de groupes non-étatiques au Moyen-Orient parmi les plus avancés dans la région. Le recours à ces acteurs, au Liban, en Syrie, en Irak, ou encore au Yémen, répond à la fois à une ambition régionale de Téhéran mais aussi à des circonstances propres aux pays dans lesquels cette influence se déploie. Ainsi, le partenariat récent entre les Iraniens et les Houthis au Yémen n'est pas identique à la longue relation tissée avec le Hezbollah libanais. Ce travail se propose ainsi d'interroger les motivations ainsi que les modalités de ce recours aux groupes non-étatiques dans la stratégie régionale iranienne. Pour ce faire, nous expliquons en premier lieu la place consacrée à ces acteurs dans la politique de Téhéran, que ce soit sur le plan idéologique ou stratégique. Nous nous focalisons ensuite sur l'étude de trois de ces partenariats - le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien et les Houthis yéménites - qui donnent à voir des résultats contrastés quant à l'étendue du soutien iranien.

LA LOGIQUE IRANIENNE D'UNE GUERRE PAR PROCURATION

Au lendemain de l'établissement de la République islamique, son recours à de relais étrangers et en particulier au Moyen-Orient, a recouvert des éléments tant idéologiques que stratégiques. Cette mobilisation permettait d'une part de promouvoir le modèle politico-religieux iranien face aux systèmes politiques arabes, qu'il s'agisse des monarchies du Golfe ou des républiques autoritaires telles que l'Irak de Saddam Hussein. Il s'agissait alors de diffuser la vision de l'ayatollah Khomeiny qui dès les années soixante-dix envisageait la révolution iranienne non pas comme une finalité mais comme un point de départ devant déclencher une refonte complète du monde musulman.[1]

À cette motivation révolutionnaire s'est ajoutée une dimension proprement stratégique qui a pris le dessus au fil des décennies. Soumis à des sanctions économiques et contraint par une armée régulière aux capacités vieillissantes, le régime iranien a progressivement vu dans le recours aux groupes non-étatiques une manière efficace de défendre ses intérêts par d'autres moyens. Ces réseaux d'influence et d'action au Moyen-Orient et dans la péninsule Arabique lui offrent une véritable « profondeur stratégique » pour reprendre la formulation du guide suprême lui-même, l'ayatollah Ali Khamenei.[2]

Au cours de la dernière décennie, et en particulier à la faveur des révolutions arabes, l'emploi de ces proxys par les Gardiens de la Révolution s'est accru. Cela a pris la forme d'un soutien à

[1] Ofira Seliktar, Farhad Rezaei, *Iran, Revolution, and Proxy Wars*, Londres, Palgrave, 2020.
[2] Cité dans International Institute of Strategic Studies, *Iran's Networks of Influence in the Middle East*, Londres, 2019, p.7.

l'établissement et à l'entraînement de milices chiites en Syrie, en Irak (notamment via les Unités de mobilisation populaire, *Hachd al Chaabi*) ou encore en Afghanistan.

Dans le contexte régional depuis 2011, ce recours toujours plus important à des groupes non-étatiques répond à plusieurs paramètres. En premier lieu, il reflète l'évolution de l'environnement régional - en particulier les révolutions et guerres civiles arabes - ainsi que la perception depuis Téhéran d'être encerclée par des régimes alliés aux États-Unis ainsi qu'à Israël. Cela transparaît ensuite dans l'adoption, durant cette même période, d'une nouvelle doctrine militaire dite de « défense avancée » et selon laquelle l'Iran doit prévenir les conflits sur son territoire en allant combattre ses ennemis au-delà de ses frontières.[3]

Enfin, l'entretien d'un réseau de groupes paramilitaires capables d'attaquer Israël, les monarchies arabes ou les bases américaines dans la région, s'apparente à une sorte de capacité de seconde frappe, pour reprendre le vocabulaire de la dissuasion. L'idée selon laquelle Téhéran pourrait riposter à des attaques sur son territoire - en particulier autour de ses installations nucléaires - par la conduite d'agressions indirectes via le Hezbollah, le Hamas ou encore les Houthis, alimente depuis longtemps les débats sur les hypothèses d'escalade conflictuelle avec l'Iran.

LE HEZBOLLAH, UNE POSITION UNIQUE DANS LE DISPOSITIF IRANIEN

Le déploiement des Gardiens de la Révolution islamique à Beyrouth à partir de 1983 entend renforcer les revendications des milices chiites en pleine guerre civile libanaise. Pour ce faire, Téhéran s'appuie d'abord sur des dissidents d'Amal, le mouvement historique de l'imam Musa Sadr, avant de jouer un rôle central dans la fondation en 1985 du Hezbollah. Au cours des premières années de son existence, ce dernier ne cache pas sa volonté d'importer le modèle khomeyniste d'une république islamique au Liban[4].

Les liens sont alors idéologiques et humains : les plus anciens de la direction historique du Hezbollah ont connu Khomeiny et ses cadres dès les années soixante en fréquentant ensemble l'école chiite de Najaf[5]. Le guide spirituel du Hezbollah, Mohammed Hussein Fadlallah, y suit les cours de Khomeiny, avant que celui-ci ne soit chassé d'Irak. De même c'est à Najaf,

[3] Amr Yossef, « Military Doctrines in Israel and Iran: A Doctrinal Hybridity », *The Middle East Journal*, vol.75, no.2, été 2021, pp.243-263.

[4] Sur l'histoire du mouvement, cf. entre autres, Aurélie Daher, *Hezbollah: Mobilization and power*, Oxford, Oxford University Press, 2019; Augustus Norton, *Hezbollah*, Princeton, Princeton University Press, 2014; Jean-Loup Samaan, *Les visages du Hezbollah*, Paris, Karthala, 2007.

[5] Sabrina Mervin, « La quête du savoir à Najaf. Les études religieuses chez les chiites imamites de la fin du XIXe siècle à 1960 », *Studia Islamica*, vol.85, no.1, 1995, p. 165.

qu'Hassan Nasrallah, secrétaire général du Parti de Dieu depuis 1992, rencontre en 1976 le noyau dur de l'organisation : Abbas Moussaoui ou encore Sobhi Toufeyli. Cette proximité entre le Hezbollah et l'Iran khomeyniste pousse certains à parler non pas de partenariat mais de véritable filiation.

Au fil des années, la puissance tant militaire que politique du Hezbollah a conduit à faire évoluer sa relation avec le régime iranien. À l'issue de la guerre civile libanaise en 1989, le groupe décide de participer au nouveau système politique. Par pragmatisme électoral, il abandonne sa volonté d'importer la révolution khomeyniste à Beyrouth et opère une véritable « libanisation » de son identité stratégique.

Au début des années 90, alors que le décès de l'ayatollah Khomeiny laisse place à une nouvelle équipe autour d'Ali Khamenei, le régime iranien semble lui-même reléguer l'idée d'une exportation de son modèle politique au second plan. La coopération militaire et économique entre le Hezbollah et l'Iran reste toutefois étroite. Non seulement Téhéran assure une manne financière constante au mouvement libanais, mais il lui donne accès à son arsenal en matière de missiles balistiques et de drones. Ces capacités permettent au Hezbollah en 2006 de tenir tête à Israël lors d'une guerre de 34 jours.

Si la chaîne de commandement du groupe remonte en apparence jusqu'à son secrétaire général, Hassan Nasrallah, les agences de renseignement américaines et israéliennes affirment régulièrement que ce dernier tirerait une partie de ses ordres directement des Gardiens de la Révolution à Téhéran[6]. En atteste, le déploiement de miliciens du Hezbollah sur le territoire syrien à partir de 2012, venu en soutien à la volonté de l'Iran d'aider le régime de Bachar Al-Assad alors en grave difficulté face à l'insurrection.

LE HAMAS, UN PARTENARIAT POUR RENFORCER L'INFLUENCE IRANIENNE À GAZA

Dans les territoires palestiniens, l'Iran a tissé depuis les années quatre-vingt-dix des liens avec le Hamas. Cette montée en puissance de l'Iran dans la bande de Gaza est concomitante du processus de paix lancé dans le sillage des accords d'Oslo. Marginalisée par les promoteurs de ceux-ci, Téhéran voit dans les dissensions intra-palestiniennes l'opportunité de gagner en influence, en se rapprochant des groupes rejetant les accords.

[6] Entretiens de l'auteur avec d'anciens officiers militaires américains et israéliens.

Le partenariat avec le Hamas se révèle plus compliqué que le cas précédent du Hezbollah. Les deux parties ne partagent pas le même logiciel idéologique : le Hamas est historiquement une émanation des Frères musulmans palestiniens tandis que les Gardiens de la Révolution islamique iraniens se projettent comme les défenseurs d'un modèle politique chiite. On estime ainsi que ce n'est qu'après l'assassinat par les Israéliens du cheikh Ahmed Yassine en 2004 que la coopération entre le Hamas et l'Iran s'est densifiée. Avant cela, Yassine avait gardé ses distances avec Téhéran dont il craignait les aspirations hégémoniques dans la région.[7]

De même, il n'existe pas une culture stratégique commune au Hamas et à Téhéran comme c'est le cas entre Téhéran et le Hezbollah. Dans les années 2010, ces divergences se cristallisent autour du dossier syrien. Si l'Iran et le Hezbollah soutiennent étroitement le régime de Bachar Al-Assad, la direction du Hamas (Ismaël Haniyeh et Khaled Mechaal) qui dispose jusqu'à 2012 d'un bureau politique à Damas, prend ses distances avec le pouvoir syrien et se rapproche des positions des Frères musulmans syriens - soutenus en outre par deux sponsors étatiques du Hamas, la Turquie et le Qatar (Mechaal opérant aujourd'hui depuis Doha).

Il n'en reste pas moins que la puissance de feu dont jouit aujourd'hui le Hamas a été rendue possible par son entente avec l'Iran. Entre 2006 et 2009, le Hamas aurait fait l'acquisition de roquettes Grad (portée de 48km) développées historiquement par l'URSS dans les années soixante et acquises plus tard par l'Iran. Au cours de la décennie suivante, apparaissent aussi à Gaza des systèmes d'origine iranienne : la roquette M-75 du Hamas et employée à partir de 2012 pour cibler des villes telles que Tel-Aviv a beau être fabriquée à Gaza, elle a tous les aspects d'une réplique du Fajr-5 conçu par les Iraniens dans les années quatre-vingt-dix. Le régime iranien ne nie d'ailleurs pas avoir été à l'origine de ce transfert.[8]

Cette fourniture de matériels par l'Iran s'est aussi accompagnée de l'entraînement des combattants du Hamas. Les autorités israéliennes ont à de multiples reprises affirmé qu'un certain nombre de membres des brigades Izz al-Din al-Qassam avait reçu une formation militaire en Iran ainsi qu'en Syrie[9].

---

[7] Sur l'histoire du Hamas, cf. entre autres Leïla Seurat, Le Hamas et le monde (2006-2015) : La politique étrangère du mouvement islamiste palestinien, Paris, CNRS Éditions, 2015 ; Joshua Gleis, Benedetta Berti, Hezbollah and Hamas: A comparative study, Baltimore, JHU Press, 2012.

[8] À l'époque, le Commandant du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique, Mohammed Ali Jafari, avait affirmé être « honoré d'annoncer avoir donné au Hamas la technologie des missiles Fajr 5 ». Cf. Saeed Kamali Dehghan, « Iran supplied Hamas with Fajr-5 missile technology », The Guardian, 21 novembre 2012, https://www.theguardian.com/world/2012/nov/21/iran- supplied-hamas-missile-technology.

[9] International Institute for Strategic Studies, *Iran's Networks of Influence in the Middle East*, op. cit., p.72.

Pour autant, le Hamas semble avoir maintenu vis-à-vis de Téhéran une plus grande distance que le Hezbollah, notamment en ce qui concerne son processus décisionnel. Alors que l'Iran joue un rôle indéniable dans le dispositif militaire du Parti de Dieu au Liban, le Hamas apparaît avoir maintenu l'autonomie de sa chaîne de commandement : par exemple, les quatre guerres du Hamas contre Israël depuis 2008 n'ont pas démontré une responsabilité iranienne.

LES HOUTHIS ET LA LOGIQUE OPPORTUNISTE DE TÉHÉRAN

Si l'Arabie saoudite n'a cessé de présenter l'insurrection au Yémen d'Ansar Allah - communément appelés les Houthis en référence à leur leader - comme une opération guidée par le régime iranien, les liens entre le groupe yéménite et Téhéran se révèlent plus complexes. Les Houthis apparaissent en 1992 dans le gouvernorat de Sadah, région du nord du Yémen parmi les plus pauvres du pays. Se réclamant d'un islam zaydite[10], ils adoptent dans un premier temps une approche pragmatique vis-à-vis du gouvernement de Sanaa et participent au système parlementaire de 1993 à 1997[11]. À partir de la fin des années 90, la relation avec le régime d'Ali Abdullah Saleh se détériore gravement et les Houthis basculent à partir de 2004 dans l'insurrection, conduisant à pas moins de six conflits armés entre 2004 et 2010.

Le régime iranien ne montre guère d'intérêt durant cette période pour la guérilla yéménite[12]. Certes, les fondateurs du mouvement, Badr al Din al Houthi, et son fils Hussein, se rendent à Téhéran à plusieurs reprises entre 1994 et 2011 et des sources mentionnent des échanges occasionnels entre les Houthis et les cadres militaires du Hezbollah tels que Khalil Harb et Abu Ali Tabtabai. Pour autant, Téhéran reste dans l'expectative et ne s'engage pas avec les Houthis comme elle peut le faire au même moment avec le Hezbollah et le Hamas. En 2009, un télégramme diplomatique de l'Ambassade américaine à Sanaa estime que « l'influence iranienne au Yémen s'est jusqu'ici limitée à des liens religieux informels entre clercs iraniens et yéménites et à des investissements iraniens modestes dans les secteurs de l'énergie et du développement »[13].

[10] Ecole de pensée se rattachant au chiisme. Sur la renaissance du zaydisme au Yémen durant cette période, cf. Marieke Brandt, *Tribes and Politics in Yemen: A History of the Houthi Conflict*, Londres, Hurst, 2017, p.99 et suiv.

[11] Helen Lackner, *Yemen in Crisis: Autocracy, Neo-liberalism and the Disintegration of a* State, Londres, Saqi Books, 2017, pp.147–67.

[12] Thomas Juneau, « Iran's policy towards the Houthis in Yemen: a limited return on a modest investment », *International Affairs*, vol. 92, no.3, 2016, pp.647-663.

[13] « Iran in Yemen: Tehran's Shadow Looms Large, but Footprint is Small », Télégramme diplomatique de l'ambassadeur Stephen Seche, Ambassade des États-Unis à Sanaa, 12 septembre 2009, WikiLeaks, Cable 09SANAA1662_a, https://wikileaks.org/plusd/ cables/09SANAA1662_a.html.

À l'origine de la relation entre Houthis et le régime iranien, il s'agit donc moins d'une convergence idéologique que d'un effet d'opportunité avec la prise de Sanaa par les Houthis à l'automne 2014. Alors que le président Hadi prend la fuite vers l'Arabie saoudite, les Houthis prennent le contrôle des structures gouvernementales et annoncent le 28 février 2015 la signature d'un accord avec l'Iran pour ouvrir des lignes aériennes directes entre les deux pays. Au cours des jours suivants, plusieurs avions iraniens atterrissent sur le tarmac de l'aéroport de Sanaa[14].

Le rapprochement public entre les Houthis et le régime iranien n'est pas aussitôt suivi d'un massif soutien militaire de ce dernier mais il constitue indéniablement un acte inacceptable aux yeux de l'Arabie Saoudite qui déclenche l'opération « Tempête décisive » le mois suivant. Ce n'est qu'à partir de 2016, lorsque les troupes de la coalition saoudienne commencent à s'enliser sur le théâtre de guerre yéménite, que l'Iran accroit son aide militaire aux Houthis. Celle-ci porte alors principalement sur la fourniture de missiles balistiques et de drones militaires qui permettent progressivement au groupe yéménite de frapper les territoires saoudien et émirien. Si dans un premier temps, les Houthis utilisent le reliquat de l'arsenal balistique stocké sur les bases militaires du régime d'Abdallah Saleh, on voit apparaître en 2016 puis 2017 des missiles nommés Burkan-1 et Burkan-2H dont la conception révèle des similitudes avec les missiles iraniens de la catégorie Qiam. Il en est de même pour les drones des Houthis tels que le Qasef-1 qui ressemble en tous points au système iranien Ababil-T[15]. Non seulement l'administration américaine de Donald Trump s'empresse de montrer du doigt le jeu iranien dans la prolifération de missiles auprès des Houthis mais le panel d'experts de l'ONU confirme également ces suspicions dans ses rapports[16].

L'aide iranienne auprès des Houthis a été guidée par les circonstances de la guerre menée par la coalition saoudienne. Il s'agissait non pas d'exporter un modèle politique iranien comme cela avait pu être le cas au Liban avec le Hezbollah. Il n'était pas non plus question de consolider une influence iranienne comme à Gaza mais *a minima* de fournir des armes à un acteur politique en capacité d'affaiblir les monarchies arabes rivales de Téhéran. En outre, force est de constater que les dirigeants iraniens ont maintenu une ambivalence sur leurs relations avec les Houthis. S'ils se sont opposés à l'opération saoudienne, ils ont régulièrement rejeté les accusations quant à leur implication dans l'armement des Houthis.

[14] UN Security Council, Final report of the Panel of Experts on Yemen established pursuant to Security Council resolution 2140 (2014), 26 janvier 2016, p.11.
[15] UN Security Council, Final report of the Panel of Experts on Yemen established pursuant to Security Council resolution 2140, 26 janvier 2018, p.32.
[16] UN Security Council, Final report of the Panel of Experts on Yemen established pursuant to Security Council resolution 2140 (2014), 31 janvier 2017.

CONCLUSION

Le recours iranien à des groupes non-étatiques au Moyen-Orient est devenu un élément à part entière de sa politique de défense. Non seulement Téhéran s'en cache de moins en moins, mais cette expansion régionale d'un modèle de guerre par proxys conduit les pays rivaux à adapter leurs propres stratégies. Certains en sont même venus à ouvertement s'inspirer de cette approche iranienne : les Émirats arabes unis ont pu au cours des dernières années adopter une posture similaire en soutenant des groupes paramilitaires, que ce soient les forces du Maréchal Haftar en Libye ou les milices sécessionnistes au sud du Yémen.

Pour autant, il ne faudrait pas surestimer la portée de ces partenariats : si les liens confessionnels et idéologiques ont pu historiquement jouer un rôle dans cette stratégie iranienne, celle-ci est surtout le fruit d'un opportunisme de circonstance, comme en attestent les liens avec le Hamas palestinien ou les Houthis yéménites. C'est en cela aussi un reflet de l'évolution de l'appareil d'État iranien : le modèle de la révolution khomeyniste porté par les clercs iraniens des années 80 a ainsi laissé place à un modèle stratégique pragmatique promu par les Gardiens de la Révolution islamique.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.